

## Bureau du 5 février 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le cinq février à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente  
CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président  
BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente  
DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente  
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération  
TRABICHET Yannick, Présidente CCHC  
LEI Josiane, Présidente CCPEVA  
COLOMER Gérard  
DENNE Jean-Claude

### Absents/excusés :

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président  
MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président

Secrétaire de séance : Pascal CHESSEL

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 29 janvier 2025

Point n°2 – Demande d'aides pour les travaux de gestion sédimentaire des cours d'eau et les interventions d'urgence soumises à astreintes en cas de crue du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée que vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18\_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat,  
VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2019- 0065 approuvant la transformation du SIAC en établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE) ;

Vu la délibération D8\_MARS23 du 30 mars 2023 du comité syndical du SIAC, approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,  
Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du SIAC en le transformant en un syndicat « à la carte » au 01/01/2024,  
VU le comité syndical du SIAC du 5 octobre 2023 approuvant à l'unanimité le transfert de la compétence GeMAPI de la Communauté de communes du pays d'Evian - vallée d'Abondance (CCPEVA), et de la Communauté de communes du Haut-Chablais (CCHC), au SIAC à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;  
VU la délibération du conseil communautaire du 16 octobre 2023 de la Communauté de communes du pays d'Evian - vallée d'Abondance (CCPEVA) qui approuve le transfert de compétence GeMAPI au SIAC à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2024 sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique et sur les communes membres de la CCPEVA ;

VU la délibération du conseil communautaire du 5 septembre 2023 de la Communauté de communes du Haut-Chablais (CCHC) qui approuve le transfert de compétence GeMAPI au SIAC sur le bassin versant des Dranses et de l’Est lémanique et sur les communes membres de la CCHC ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 octobre 2024 de Thonon Agglomération approuvant la délégation de la compétence GeMAPI au SIAC sur le bassin versant des Dranse ;

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 12 décembre 2024, approuvant la convention avec Thonon Agglomération, déléguant la compétence GeMAPI sur le bassin versant des Dranses au SIAC par cette intercommunalité membre du syndicat,

Considérant la mise en œuvre des opérations de gestion du transport solide, prévues par le plan pluriannuel de gestion des sédiments, permettant de maintenir l'équilibre sédimentaire et le profil en long des cours d’eau tout en maîtrisant les risques hydrauliques dans le respect du bon état écologique des rivières du bassin versant des Dranses et de l’Est lémanique,

Considérant que les premières opérations du plan de gestion sédimentaire ont déjà bénéficié d’aides et qu’il convient d’assurer par de nouveaux financements la continuité de ces opérations durant ces prochaines années ;

Considérant le transfert de la compétence GeMAPI au SIAC engendrant la nécessité pour le syndicat de surveiller le bassin versant des Dranses et de l’Est lémanique et d’intervenir en cas d’urgence lors d’événements hydrologiques intenses afin de rétablir les capacités d’écoulement des cours d’eau ;

Considérant le transfert de la compétence GeMAPI au SIAC, et notamment de l’item 5 du code de l’environnement (L211-7) engendrant la nécessité de gérer les systèmes d’endiguement dont il a la responsabilité conformément aux dispositions du décret « Dignes » du 12 mai 2015 ;

Considérant les subventions déjà attribuées précédemment par nos partenaires pour débiter la mise en œuvre des opérations du plan de gestion sédimentaire ;

Considérant le montant prévisionnel pour la suite de la mise en œuvre des opérations du plan de gestion sédimentaire et pour les interventions d’urgence soumises à astreintes en cas de crue du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, **soit 233 600 € HT par an sur 2 ans** ;

Le SIAC sollicite une subvention auprès des partenaires financiers, selon le plan de financement ci-dessous :

Intitulé	Coût total € HT	Plan de financement 2025 – 2027					
		AE RM&C		CD74 (Environnement)		MO	
		%	Montant € HT	%	Montant € HT	%	Montant € HT
Travaux de gestion sédimentaire des cours d'eau et les interventions d'urgence soumises à astreintes en cas de crue du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique	467 200,00 €	50 %	233 600,00 €	30 %	140 160.00 €	20 %	93 440.00 €
TOTAL € HT	467 200.00	50%	233 600.00	30%	140 160.00	20%	93 440.00
TOTAL € TTC	560 640.00	50%	280 320.00	30%	168 192.00	20%	112 128.00

Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC :

Envoyé en préfecture le 11/02/2025

Reçu en préfecture le 11/02/2025

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 074-257402560-20250205-D8\_FEVR2025-DE

- **AUTORISE** la Présidente à solliciter les financements aux partenaires, notamment à l'agence de l'eau RMC et au Conseil Départemental de la Haute-Savoie, pour la mise en œuvre de l'action décrite ci-dessus, et à signer au nom et pour le compte du SIAC, toutes pièces, de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance,



Pascal CHESSEL



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

**Acte certifié exécutoire après télétransmission le    /    /2025 et affichage le    /    /2025**

*Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.*